

Mobilisation pour les salaires, les pensions et l'emploi

Tout augmente, sauf les salaires et les pensions !

L'inflation des produits de première nécessité, de l'alimentaire, de l'énergie, du carburant... rend les fins de mois toujours plus difficiles. C'est la situation que vivent particulièrement toutes celles et tous ceux qui n'ont que leur salaire, leur pension ou leurs allocations pour payer les factures.

C'est un fait indiscutable. C'est d'ailleurs la principale préoccupation des jeunes, des salariés des secteurs du privé et du public, des privés d'emploi, des retraités. Ces derniers sont également particulièrement pénalisés par une très nette sous-indexation de leurs pensions face à l'inflation. La réforme de l'assurance chômage a fragilisé 1,5 million de personnes. Les employés « de deuxième ligne », majoritairement des femmes,

n'ont obtenu aucune véritable augmentation salariale.

Depuis des semaines, le gouvernement et le patronat restent sourds aux difficultés et aux revendications de la majorité des travailleurs.

Il y a pourtant plusieurs leviers à activer immédiatement pour améliorer la vie quotidienne de toutes et tous.

À commencer par **l'augmentation du Smic et, dans la fonction publique, la revalorisation du point d'indice bloqué depuis plus de dix ans.**

Cela passe aussi par une simple décision politique de relèvement automatique des minima de branche maintenus en dessous du Smic, alors que beaucoup restent proches du seuil de pauvreté.

Refus du patronat et du gouvernement !

Dans les entreprises, les négociations annuelles obligatoires sur les salaires s'ouvrent et les propositions patronales restent indécentes malgré de fortes attentes et mobilisations.

C'est d'autant plus inacceptable au regard des dividendes, des aides sans conditions et des exonérations sociales et fiscales qui sont octroyés aux employeurs depuis le début de la pandémie.

Ce n'est pas l'argent qui manque, c'est sa répartition qu'il faut changer!

En 2021, plus de 300 milliards d'euros ont été captés par les 500 plus grandes fortunes. La part des bénéfices versée aux actionnaires est passée de 30 % à 85 % en quarante ans. 210 milliards d'euros ont été versés aux entreprises dans le cadre des plans d'urgence et de relance liés à la pandémie.

L'emploi est au cœur des préoccupations du monde du travail. Dans beaucoup d'entreprises, les

employeurs profitent du contexte sanitaire pour délocaliser et fermer des pans entiers de l'industrie, à l'instar de la SAM en Aveyron.

Dans les services publics, l'hémorragie continue : fermetures de lits d'hôpitaux, réduction des effectifs dans l'Éducation nationale, augmentation du temps de travail dans les collectivités locales, externalisation de missions et licenciements partout.

L'heure est à la mobilisation dès le 27 janvier

La mobilisation se prépare dans les entreprises et les services avec la tenue d'assemblées générales, de réunions d'information, de débats pour organiser des grèves massives le 27 janvier.

Les travailleurs, avec la CGT, portent des revendications pour gagner des augmentations à la hauteur des besoins :

- un Smic à 2000 € et une revalorisation de toutes les grilles de salaires dans le public et le privé ;
- des augmentations qui prennent en compte le niveau de qualification et l'expérience professionnelle ;

- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- des embauches et des relocalisations de productions, d'entreprises et de services ;
- la réduction du temps de travail à 32 heures par semaine sans perte de salaire, ce qui équivaut à la création de 4,5 millions d'emplois ;
- une revalorisation des pensions à hauteur de 2000 euros ;
- une augmentation des minima sociaux et de nouveaux droits pour les précaires et privés d'emploi.

Pour nos salaires, nos emplois, nos retraites et de meilleures conditions de travail et de vie, toutes et tous en grève le jeudi 27 janvier.

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.
Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Âge : _____ Profession : _____

Entreprise (nom et adresse) : _____



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 55 82 81 94, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr. Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr.
La CGT recueille ici vos données personnelles pour le traitement de votre adhésion. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité en contactant notre délégué à la protection des données à l'adresse suivante : dpo@cgt.fr.